

Brochure n° 3108

Convention collective nationale
IDCC : 44. – INDUSTRIES CHIMIQUES
ET CONNEXES

ACCORD DU 29 SEPTEMBRE 2016
RELATIF À L'INDEMNISATION DES SALARIÉS EN ACTIVITÉ PARTIELLE

NOR : ASET1651057M

IDCC : 44

Entre
UIC
FNIEEC
CSP
FIPEC
CSR
FNCG
FEBEA

D'une part, et

FCE CFDT
Fédéchimie CGT-FO
CFE-CGC chimie
CFTC CMTE

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'accord relatif à l'indemnisation des salariés placés en activité partielle actuellement en vigueur au sein des industries chimiques à la date de signature du présent accord est l'accord du 3 décembre 2013. Ce dernier arrivant à expiration le 31 décembre 2016, le présent accord a pour objet de le reconduire pour une durée de 3 ans.

Article 1^{er}

Reconduction de l'accord du 3 décembre 2013

Les parties signataires du présent accord conviennent de reconduire l'accord relatif à l'indemnisation des salariés placés en activité partielle signé le 3 décembre 2013, jusqu'au 31 décembre 2019.

Article 2

Conditions d'application de l'accord

Les dispositions de l'accord du 3 décembre 2013 sont reconduites à l'exception du paragraphe 2 de l'article 5 dans lequel le terme « droit individuel à la formation » est remplacé par le terme « compte personnel de formation ».

Article 3

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Article 4

Echéance du présent accord

Le présent accord expirera le 31 décembre 2019.

En tout état de cause, la seule survenance du terme précisé ci-dessus mettra fin, sans autre formalité de l'une ou l'autre des parties, de façon définitive, au présent accord, sans qu'il puisse être invoqué par l'une ou l'autre d'entre elles le bénéfice d'une tacite reconduction ou des dispositions de l'article L. 2222-4 du code du travail.

Les parties conviennent de se rencontrer avant l'expiration de cet accord pour faire le bilan de son application et envisager son éventuelle reconduction ou les modifications à y apporter.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé au ministère du travail à l'initiative de la partie la plus diligente et fera l'objet d'une demande d'extension auprès de ce même ministère.

Fait à Puteaux, le 29 septembre 2016.

(Suivent les signatures.)